



Déclaration liminaire
Union syndicale Solidaires
CSE du 17 mai 2023

La période de ruée vers les réformes que nous vivons actuellement est préjudiciable à toutes et tous. Les décisions imposées, en urgence, qui désorganisent plutôt que d'aider les personnels et les enseignant.es sont devenues coutumières.

La question posée par l'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'Education qui la composent est de savoir si nos carrières professionnelles sont maintenant un jeu dans lequel nous sommes toutes et tous les pions du gouvernement.

L'Union syndicale Solidaires dénonce la dégradation des conditions de travail dues au pacte, à la réforme de la voie professionnelle, au passage des épreuves de spécialités en mars pour le lycée.

Les fédérations de l'Education de l'Union syndicale Solidaires demandent le retrait du Pacte qui alourdit la charge de travail, qui amplifie les inégalités, qui renforce une possibilité de favoritisme de la part de la hiérarchie, de même l'Union syndicale Solidaires rejette le pacte spécifique aux lycées professionnels encore plus contraignant et régressif pour les personnels et enseignants.

Sous prétexte de choix d'avenir pour les jeunes, d'insertion efficace dans un premier emploi, d'aide aux enseignant.es, le ministre de l'Education Nationale propose de nouvelles missions rémunérées. C'est-à-dire que des enseignant.es, déjà épuisés.es par leur travail pourront travailler encore plus. Le résultat ne sera aucunement une revalorisation de notre métier mais une accélération de la détérioration des conditions de travail. L'Union syndicale Solidaires revendique un salaire décent pour les personnels et les enseignant.es sans augmentation du temps de travail et des créations de poste à la hauteur des besoins.

Sous prétexte de mieux corriger les inégalités de destin, en lien avec les besoins économiques et des territoires, le ministre de l'Education Nationale propose de corréliser sa nouvelle carte de formation sur les entreprises locales. Au lieu de laisser un système qui donne une facilité de choix d'orientation aux jeunes, les filières d'enseignement seront directement liées à la nature des entreprises de chaque région. Les fédérations de l'Education rejettent cette énième réforme qui remet en cause la mission émancipatrice de l'enseignement professionnel. Cette réforme va fournir une main d'œuvre bon marché aux entreprises et, de surcroît, elle sera payée par l'Etat.

Emmanuel Macron et le gouvernement mènent des politiques mettant en danger la santé de la population, l'éducation, la protection sociale, la solidarité. L'Union syndicale Solidaires s'oppose au choix de l'austérité budgétaire ciblée sur la population la plus fragile en parallèle des « cadeaux » et exonérations récurrentes pour le patronat et les entreprises. L'Union syndicale Solidaires refuse que les jeunes les plus fragiles voient leurs futures vies professionnelles soumises aux besoins du

bassin où ils résident, ils ne sont pas des objets que l'on oriente au gré des nécessités économiques. Que deviendront les collègues qui verront leurs filières fermées ? Nous savons qu'aucun moyen n'est mis en place pour d'éventuelles reconversions. Les fédérations de l'Education qui composent l'Union syndicale Solidaires dénoncent encore une fois le mépris et la maltraitance du gouvernement envers les personnels de l'Education Nationale.

Après de nombreux reports, le plan pour la mixité sociale va enfin être connu. La ségrégation sociale existant dans le système scolaire français a été mesurée ces derniers mois dans les écoles, collèges et des lycées. De forts déséquilibres existent entre les établissements privés sous contrat avec l'Etat et les établissements publics. Pourtant, il semble que le protocole prévu concernant le privé sous contrat avec l'Etat soit très peu contraignant. La volonté du ministre serait-elle de réduire les injustices et de faciliter l'intégration des élèves les plus en difficulté financière dans toutes les écoles ou de céder aux pressions de l'enseignement privé sous contrat avec l'Etat, essentiellement catholique ?

Le mouvement social historique que nous vivons actuellement ne s'arrêtera pas au regard de toutes les inégalités existantes. La réforme des retraites est brutale et injuste pour les travailleurs, travailleuses et pour la jeunesse, c'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires continue de porter ses revendications sur la retraite, les salaires, le temps de travail, la pénibilité, les conditions de travail, le logement, l'écologie et pour l'égalité.